

Je tiens à dire au premier ministre que cette crise inquiète vivement bien des Canadiens. Tous les efforts dont il a parlé ne peuvent—et on l'a admis dans le rapport de la Commission d'étude—donner des maisons qu'aux gens qui ont des revenus annuels de \$8,000. L'immense majorité des Canadiens ne saurait le régler instantanément, mais il ne le sera pas tant que le gouvernement fédéral n'aura pas assumé son entière responsabilité à cet égard.

Tous les pays qui se sont attaqués à cette question ont jugé nécessaire d'adopter une méthode pour construire des logements sociaux. Nous avons échoué lamentablement sur ce point. Je ne suis pas d'accord avec le rapport de la Commission d'étude, selon lequel ce n'est pas nécessaire. Comme l'a signalé mon collègue d'York-Sud (M. Lewis), dans la seule région métropolitaine de Toronto, il y a 16,000 familles qui figurent sur la liste d'attente de l'habitation sociale. J'ai établi un petit bureau dans ma circonscription et de jour en jour, de semaine en semaine, il y a des gens qui viennent me voir et qui ont grandement besoin de logements. Ils recherchent d'urgence quelqu'un qui puisse les aider à faire inscrire leur nom sur les listes d'attente. On y voit des veuves, des femmes abandonnées, des chefs de famille et des vieillards. Ces gens sont tourmentés par les loyers qui grimpent. Nous n'avons besoin d'aucun chiffre pour prouver que cette situation existe, car nous pouvons la constater tous les jours, si nous prenons la peine de rencontrer les gens que nous sommes censés représenter.

Assurément, la satisfaction qu'on sentait dans le discours du premier ministre aujourd'hui était déplacée. J'aimerais parler d'un autre aspect du logement qui est trop souvent négligé il me semble, du moins dans la région urbaine que je représente. A mon avis, les villes du pays se dirigent vers une décrépidité croissante, si le gouvernement fédéral ne prend pas de mesures touchant la rénovation et l'entretien des logements actuels. Le lourd fardeau des impôts a l'effet d'un coup de massue dans ce domaine. Des régions telles que la mienne—un endroit où il fait bon vivre entouré de gens très aimables—sont menacées d'un délabrement grandissant en raison du fardeau des impôts et des coûts qui augmentent, ce qui signifie que les gens ne sont pas en

mesure de maintenir leur propre stock de logements. Il faut sans tarder faire preuve d'initiative dans ce domaine.

J'ai appris récemment qu'un homme du monde George Cook, directeur du contrôle des normes de logement à Toronto, a déclaré au cours d'une réunion nationale de spécialistes en rénovation urbaine que rien d'efficace ne serait accompli pour améliorer les normes du logement tant que le gouvernement fédéral ne reconnaîtrait pas la nécessité d'accorder des prêts et des subventions spéciales. Aujourd'hui, dans son discours, le premier ministre n'a pas soufflé mot des logements sociaux et du besoin pressant d'aider à maintenir le parc actuel des logements.

Je veux féliciter le ministre des Transports de sa décision. Elle est conforme à un principe sain que l'on néglige trop souvent; à savoir que si l'on n'approuve pas la politique de son gouvernement, on a le devoir de démissionner. J'aurais voulu que d'autres ministres aient eu le cran d'en faire autant dans les mêmes circonstances. Je le répète, ce débat est d'une importance vitale pour l'avenir des Canadiens. Le gouvernement devrait accorder la priorité à la crise désastreuse du logement. Non seulement le sort du Parlement en dépend, mais aussi tout le concept du gouvernement canadien.

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, vous savez que cet événement me désole, car en quelques mois des rapports et même un dialogue s'étaient établis entre le ministre des Transports chargé du logement et moi-même. Je suis à me demander ce que je vais faire désormais. Je croyais que nous avions presque mis au point un programme de rénovation urbaine. Je comptais beaucoup sur les directives en matière de logements sociaux que la SCHL aurait acceptées, et maintenant mon ministre n'est plus là. Le premier ministre, en son langage inimitable et imagé, nous a peints dans son discours un tableau magnifique du logement au Canada. Je ne savais qu'en penser, car si les choses marchent à merveille, pourquoi le ministre chargé du logement démissionne-t-il? On est renversé d'entendre le premier ministre dérouter ainsi l'opposition.

• (5.00 p.m.)

Le chef du Nouveau parti démocratique a pris la parole cet après-midi et avec son brio habituel nous a dit: Je vois clair dans toute cette histoire. Il s'agit du logement, mais il s'y rattache une autre question dont nous devons nous préoccuper cet après-midi, c'est-à-dire son aspect constitutionnel. On ne saurait en douter. Le premier ministre (M. Trudeau)